



# Conseil de sécurité

Soixante-seizième année

**8787<sup>e</sup>** séance

Lundi 7 juin 2021, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Président :* M. Auväärt . . . . . (Estonie)

*Membres :*

Chine . . . . .	M. Geng Shuang
États-Unis d'Amérique . . . . .	M. Hunter
Fédération de Russie . . . . .	M <sup>me</sup> Evstigneeva
France . . . . .	M <sup>me</sup> Gasri
Inde . . . . .	M. Tirumurti
Irlande . . . . .	M. Gallagher
Kenya . . . . .	M. Kiboino
Mexique . . . . .	M <sup>me</sup> Buenrostro Massieu
Niger . . . . .	M. Abarry
Norvège . . . . .	M <sup>me</sup> Heimerback
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord . . . . .	M. Roscoe
Saint-Vincent-et-les Grenadines . . . . .	M <sup>me</sup> DeShong
Tunisie . . . . .	M. Cherif
Viet Nam . . . . .	M. Pham

## Ordre du jour

### Région de l'Afrique centrale

Le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2021/517)

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-0506 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

## **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

## **Région de l'Afrique centrale**

### **Rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (S/2021/517)**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite M. François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale, à participer à la présente séance.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

J'appelle l'attention des membres du Conseil sur le document S/2021/517, qui contient le rapport du Secrétaire général sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale.

Je donne maintenant la parole à M. Fall.

**M. Fall** (*parle en anglais*) : Il m'est agréable de présenter aujourd'hui au Conseil de sécurité un exposé sur la situation en Afrique centrale et les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC). Au cours de la période considérée, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) a continué d'avoir des conséquences sur nos activités, bien que la situation s'améliore progressivement grâce à un ensemble de programmes de vaccination et de prévention mis en œuvre par les gouvernements de la sous-région. À ce jour, l'Afrique centrale reste la sous-région du continent africain comptant le moins d'infections et de décès dus à la COVID-19. Au 15 mai, d'après les données officielles, 222 882 cas ont été signalés dans la région et 3 635 personnes ont perdu la vie depuis le début de la pandémie.

Dans ce contexte, le Gouvernement burundais a convoqué le 28 mai en présentiel à Bujumbura la cinquante et unième réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, tout en respectant pleinement les mesures de prévention en place. La tenue de cette réunion témoigne de la résilience dont les États

d'Afrique centrale ont fait preuve, individuellement et collectivement, dans leurs efforts pour promouvoir le redressement socioéconomique, maintenir la stabilité politique et favoriser l'intégration régionale malgré les contraintes posées par la pandémie.

Alors que les pays d'Afrique centrale poursuivent leurs efforts de lutte contre la COVID-19, il est essentiel qu'ils coordonnent plus encore leurs réponses nationales et harmonisent leurs politiques, en s'inspirant de la stratégie régionale adoptée l'année dernière par les chefs d'État et de gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale. À Bujumbura, le Comité s'est principalement concentré sur la situation au Tchad et en République centrafricaine, tout en abordant également la question des processus électoraux en Afrique centrale. Le débat ministériel a recommandé l'élaboration d'un protocole sous-régional sur la gouvernance électorale et les élections démocratiques en Afrique centrale. Le BRENUAC entend appuyer activement la sous-région à cette fin, tout en soulignant l'importance de renforcer la participation des femmes et des jeunes à la consolidation des processus démocratiques dans la sous-région.

Pour illustrer à quel point cette recommandation du Comité sur la gouvernance électorale tombe à point nommé, je voudrais rappeler que, depuis mon dernier exposé, en décembre (voir S/2020/1188, annexe I), des élections ont eu lieu dans quatre pays, à savoir la République centrafricaine, le Tchad, le Gabon et la République du Congo. Tandis que la sous-région prépare les élections à venir, notamment à Sao Tomé-et-Principe le 18 juillet, j'encourage les autorités nationales et tous les acteurs politiques à promouvoir la poursuite du dialogue et le consensus sur les conditions d'organisation des élections. J'entends poursuivre mes missions de bons offices au nom du Secrétaire général, le cas échéant, pour encourager un dialogue politique concret et sans exclusive dans les pays qui préparent des élections.

Depuis mon dernier exposé au Conseil, la Commission de la CEEAC a continué de faire la preuve de son engagement à promouvoir la paix et la stabilité dans la sous-région. D'importantes initiatives régionales ont été lancées pour remédier à la situation en République centrafricaine et au Tchad. La convocation de deux sommets extraordinaires des chefs d'État et de gouvernement – le 26 décembre 2020 sur la situation en République centrafricaine, et le 4 juin 2021 sur le Tchad – montre encore une fois que les dirigeants

régionaux sont très déterminés à apporter une réponse régionale aux défis et crises auxquels leur sous-région est confrontée.

À cet égard, je salue la déclaration faite le 1<sup>er</sup> juin par la présidence de la CEEAC, qui est assurée par la République du Congo, suite à l'attaque armée livrée le 30 mai en territoire tchadien, près de la frontière avec la République centrafricaine. La présidence de la CEEAC a rappelé les principes de non-agression, de respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, ainsi que les obligations mutuelles des deux pays en matière de paix et de sécurité. Je félicite également les autorités de la République centrafricaine et du Tchad pour leurs efforts diplomatiques collectifs visant à régler leurs différends par le dialogue. Nous avons pris note de leur communiqué conjoint en date du 1<sup>er</sup> juin, informant de leur décision de mettre en place une commission d'enquête internationale indépendante, ainsi que de leur proposition tendant à ce que l'ONU, l'Union africaine et la CEEAC appuient ces efforts, afin de faire la lumière sur cette affaire et d'identifier les responsables.

La situation au Tchad, après le décès du Président Idriss Deby Itno, a mis en évidence les défis auxquels la sous-région est confrontée s'agissant de remédier aux conséquences d'un changement inattendu au gouvernement. Conformément à la position adoptée par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine et le Sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CEEAC, qui s'est tenu vendredi dernier, et suite aux nominations de M. Ibrahima Fall comme Haut-Représentant de l'Union africaine pour la transition au Tchad et de M. Basile Ikouébé comme Représentant spécial de l'Union africaine dans le pays, la priorité de l'ONU sera d'appuyer les efforts déployés par l'Union africaine et la CEEAC pour accompagner la transition au Tchad. Le BRENUAC entend mobiliser le système des Nations Unies et collaborer avec les partenaires compétents pour appuyer un dialogue sans exclusive propre à garantir une transition rapide vers les normes démocratiques et constitutionnelles dans le pays. Il sera important de veiller à ce que la transition bénéficie d'un soutien extérieur cohérent au sein du cadre de coordination mis en place par l'Union africaine.

Mes consultations avec les autorités nationales et les partenaires internationaux au Burundi, en marge de la réunion du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale, ont mis en évidence les efforts déployés par le pays pour remédier à ses fragilités et

aller de l'avant. Le Burundi, qui a assumé la présidence semestrielle tournante du Comité, préside actuellement le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour le mois de juin. Il me semble que l'aide de la communauté internationale serait nécessaire, à l'appui des efforts nationaux visant à reprendre la coopération avec les partenaires internationaux, à promouvoir la réconciliation et l'unité nationales, à lutter contre la COVID-19, à atteindre les objectifs de développement durable, à promouvoir les droits humains, à lutter contre la circulation illicite des armes légères et de petit calibre et à relever les défis de la sécurité climatique.

Les récents faits nouveaux survenus au Tchad ont mis en évidence les liens entre les conditions de sécurité dans le pays et les conditions de sécurité dans la sous-région. La dynamique sécuritaire dans les pays limitrophes du Tchad, notamment la Libye, le Soudan et la République centrafricaine, de même que les faits nouveaux liés aux activités des groupes terroristes dans le bassin du lac Tchad, pourraient avoir des incidences négatives sur la situation interne au Tchad. L'ONU et la communauté internationale doivent poursuivre le dialogue auprès de ces pays voisins, en étroite consultation avec les autorités nationales et les institutions régionales.

La menace accrue et cumulative que représente Boko Haram dans le bassin du lac Tchad continue de susciter de graves préoccupations. En outre, selon certaines informations, les combattants de la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique » et de Boko Haram luttent pour le contrôle de la région. La récente mission technique conjointe du BRENUAC et du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) déployée dans les quatre pays touchés par Boko Haram a conclu que, face à la détérioration des conditions de sécurité dans la région, la coordination entre les quatre pays doit être renforcée. De plus, les besoins humanitaires ont augmenté alors que les ressources diminuent, tandis que les conditions de vie déjà précaires des groupes vulnérables, en particulier les réfugiés, les déplacés, les femmes et les jeunes, se sont aggravées.

Au Cameroun, la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest ne s'est pas calmée. Une nouvelle intensification de la crise entraîne davantage de souffrances pour la population civile, ainsi que des violations généralisées des droits humains, auxquelles vient s'ajouter l'incidence de plus en plus lourde de la COVID-19. J'entends continuer d'échanger avec

les acteurs clefs au Cameroun et dans la diaspora concernant la nécessité de progresser encore dans le cadre d'un dialogue constructif, en complément des recommandations du grand dialogue national, dans l'intérêt de régler pacifiquement et durablement la crise dans les deux régions. Dans l'intervalle, j'appelle toutes les parties à faire la preuve de leur attachement au dialogue par des actions concrètes sur le terrain, notamment une cessation des hostilités.

Les groupes armés non étatiques continuent de représenter une menace pour la paix et la sécurité dans toute la région, avec des terribles répercussions sur les populations civiles. L'Armée de résistance du Seigneur continue de faire peser une menace sur la stabilité des États d'Afrique centrale, compte tenu de ses alliances avec d'autres groupes armés de la sous-région et de ses activités dans des zones où la présence de l'État est très faible. J'entends travailler en étroite collaboration avec l'Union africaine et la CEEAC pour poursuivre des consultations qui aboutiront à un accord autour d'une vision commune propre à faciliter un transfert en douceur, à la CEEAC, des responsabilités de la Force régionale d'intervention de l'Union africaine.

*(l'orateur poursuit en français)*

Dans le golfe de Guinée, la criminalité maritime reste une menace sérieuse pour les États de l'Afrique centrale et de l'Ouest, et figurait en bonne place à l'ordre du jour des deux dernières réunions du Comité consultatif permanent des Nations Unies chargé des questions de sécurité en Afrique centrale. En effet, au cours du premier trimestre de cette année, la région maritime de l'Afrique centrale a enregistré plus d'incidents que celle de l'Afrique de l'Ouest, malgré les mécanismes bilatéraux en place pour faire face à l'insécurité maritime. Le BRENUAC et l'UNOWAS continueront de donner la priorité à la sécurité maritime dans leurs actions conjointes et leur coopération.

L'Afrique centrale est fortement affectée par l'impact négatif du changement climatique. Cette tendance va probablement s'aggraver au cours des prochaines décennies, et devrait se traduire par une augmentation des catastrophes naturelles, entravant les progrès socioéconomiques et exacerbant les tensions politiques et sécuritaires dans la sous-région. L'on devrait s'attendre à ce que les lourdes conséquences climatiques exercent une pression croissante sur les capacités des gouvernements et des communautés à faire face aux multiples défis, avec des conséquences potentiellement importantes pour la paix et la sécurité.

Pendant ma visite récente à Bujumbura, j'ai été témoin oculaire des conséquences de la sécurité climatique sur la sécurité humaine, alors que la montée dramatique du niveau des eaux du lac Tanganyika a provoqué, depuis janvier, des inondations à grande échelle et le déplacement d'environ 30 000 personnes. De même, la crise humanitaire actuelle due à l'éruption du volcan Nyiragongo, dans la périphérie de Goma, a provoqué le déplacement d'environ 230 000 personnes, y compris au Rwanda voisin. Le BRENUAC continuera de prêter attention à cette importante priorité mondiale et à ses liens avec la paix et la sécurité, en partenariat avec l'Union africaine, la CEEAC, les gouvernements et les entités des Nations Unies concernées, de même qu'avec les autres acteurs dans la sous-région.

Je voudrais conclure en disant qu'il s'agit ici de mon dernier exposé au Conseil avant la prorogation du mandat du BRENUAC, qui touche à sa fin. Dans son rapport (S/2021/517), le Secrétaire général a recommandé que ce mandat soit prorogé de trois ans, pour une période allant du 1<sup>er</sup> septembre 2021 au 31 août 2024.

Au moment où l'Afrique centrale fait face à un contexte politique et sécuritaire fragile, je crois fermement que le BRENUAC peut s'appuyer sur ses réalisations passées et aider la sous-région à relever ses défis multiples. Les événements récents, en particulier la transition au Tchad, ont mis en exergue certains obstacles à la paix et à la sécurité pouvant avoir des conséquences négatives sur la paix et la stabilité régionales. La prorogation du mandat du BRENUAC permettrait au Bureau de consolider son partenariat avec la CEEAC réformée, en vue de prévenir les conflits et de préserver la paix, de renforcer la bonne gouvernance et l'intégration régionale, de relever les défis en matière de sécurité transfrontalière, de promouvoir la participation des femmes, des jeunes et des organisations de la société civile dans les mécanismes d'alerte précoce, la consolidation de la paix et les processus de gouvernance démocratique, et de relever les défis en matière de sécurité climatique.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M. Fall de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Roscoe** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Au nom du Royaume-Uni, je tiens en premier lieu à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fall, des efforts constants qu'il déploie pour appuyer

et promouvoir la paix, la stabilité et la sécurité en Afrique centrale, en particulier dans le contexte de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) et de ses répercussions.

Nous accueillons avec satisfaction les avancées récentes enregistrées dans la région, en particulier la création de la nouvelle Commission de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Toutefois, comme l'a expliqué le Représentant spécial du Secrétaire général, l'Afrique centrale reste confrontée à de graves problèmes politiques, économiques et de sécurité, qui ont été exacerbés par la COVID-19.

Nous saluons les efforts que déploie le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale pour coordonner son action avec les équipes de pays des Nations Unies dans toute la sous-région et pour déployer les bons offices de l'ONU afin de prévenir et régler les conflits en Afrique centrale et de mener des activités de médiation. Je souhaite mettre l'accent sur les mesures qu'il convient à présent de prendre à cet égard dans trois des situations nationales qui ont été évoquées aujourd'hui.

Premièrement, je voudrais parler du Tchad. Le Royaume-Uni déplore les violences et la répression dont ont fait l'objet les manifestants au Tchad en avril. Nous appuyons la recommandation de l'Union africaine visant à ce que le Conseil militaire de transition respecte les droits de l'homme, mette en place un cadre constitutionnel inclusif et organise des élections libres et régulières dans un délai de 18 mois. Un Tchad stable est essentiel pour le peuple tchadien et pour l'ensemble de la région du Sahel.

Deuxièmement, en ce qui concerne la République centrafricaine, je crois comprendre que, durant les consultations, nous aurons la possibilité de parler des affrontements très préoccupants qui ont eu lieu récemment à la frontière entre le Tchad et la République centrafricaine. La dernière chose dont la région a besoin est une aggravation de l'instabilité et de la méfiance entre pays voisins. Tous les acteurs doivent donc encourager l'apaisement de ces tensions.

À l'intérieur de la République centrafricaine, à la suite des récentes élections présidentielle et parlementaires, une occasion se présente de profiter de cette trajectoire démocratique pour évoluer vers la paix et la réconciliation. Nous exhortons toutes les parties prenantes à redoubler d'efforts pour améliorer l'ouverture politique, protéger et promouvoir les droits

de l'homme et répondre aux besoins de la population, notamment ses besoins élémentaires sur les plans humanitaire et de la sécurité.

Troisièmement, le Royaume-Uni reste profondément préoccupé par la crise qui touche actuellement les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. En mars, le Ministre britannique pour l'Afrique s'est rendu au Cameroun et a rencontré le Président Biya et le Premier Ministre, M. Ngute. Nous les encourageons à renouveler leurs efforts pour parvenir à un règlement politique de la crise.

Durant sa visite, le Ministre a pu constater par lui-même l'impact profond de la crise sur les civils dans cette région. Plus d'un million de personnes ont été déplacées par le conflit, et plus de 2 millions ont désespérément besoin d'une aide humanitaire. Il faut de toute urgence que l'accès humanitaire puisse se faire sans entrave. Dans le même temps, nous continuons de recevoir des informations extrêmement préoccupantes concernant des violations des droits de l'homme et des atteintes à ces droits commises par les deux camps dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun. Il est indispensable que les auteurs de ces actes rendent des comptes pour qu'il puisse y avoir une paix durable. À court terme, les acteurs armés doivent entendre l'appel du Secrétaire général et cesser de s'en prendre aux civils.

Nous accueillons avec satisfaction les mesures prises par le Gouvernement camerounais pour accorder un statut spécial aux régions anglophones et convoquer les premières élections régionales en 2020. Cependant, toutes les parties doivent faire plus pour mettre un terme à ce conflit prolongé au Cameroun. Le Royaume-Uni est disposé à aider les parties à instaurer un dialogue de bonne foi et à œuvrer à la consolidation de la paix. Nous appuyons les efforts visant à atténuer la souffrance des civils vulnérables en finançant, actuellement à hauteur de 19 millions de dollars, l'apport d'une aide vitale, de vivres, de services d'assainissement et de fournitures médicales.

Enfin, je tiens à prendre acte de la menace bien réelle à laquelle le Cameroun et ses voisins restent confrontés avec les attaques terroristes contre les civils dans toute la région du bassin du lac Tchad. L'attaque qui vient d'être commise dans la province de Yagha, au Burkina Faso, qui aurait fait une centaine de victimes civiles, est un sombre rappel des graves menaces qui pèsent sur les civils dans toute la région. Nous condamnons fermement toutes les attaques de



cette nature, et nous continuons d'appuyer les efforts de la Force multinationale mixte pour lutter contre Boko Haram et l'État islamique dans la Province d'Afrique de l'Ouest. Nous demandons instamment aux gouvernements des pays du bassin du lac Tchad, avec l'appui des partenaires internationaux, d'améliorer la gouvernance, de démobiliser et de réintégrer les ex-combattants et d'atténuer les effets des changements climatiques sur la sécurité régionale.

Je voudrais finir comme j'ai commencé, en remerciant le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fall, du travail extraordinaire qu'il accomplit dans cette région. Nous savons que ses interventions personnelles auprès des pays, des gouvernements et des chefs d'État de la région ont une influence réelle et profonde sur la trajectoire de cette dernière, et nous lui en sommes vivement reconnaissants.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fall, de son exposé, sur la base duquel ainsi que du rapport du Secrétaire général (S/2021/517), je voudrais faire les observations suivantes.

Premièrement, nous devons aider les pays de la région à maintenir la paix et la stabilité. Globalement, l'Afrique centrale a réussi à maintenir la paix et la stabilité, et les efforts que déploient les pays de la région pour lutter efficacement contre la pandémie et préserver la dynamique de développement méritent d'être reconnus. La communauté internationale doit continuer de respecter la souveraineté et le rôle de chef de file des pays de la région, aider les populations de la région dans leurs efforts de paix et de développement et encourager l'Union africaine, la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et les autres organisations régionales et sous-régionales à jouer un rôle plus important.

La Chine félicite le Gouvernement camerounais d'avoir trouvé une solution aux problèmes dans les régions du Sud-Ouest et du Nord-Ouest. Nous estimons que ces questions relèvent de la politique intérieure du Cameroun, et nous sommes certains que le pays est capable d'y apporter des réponses satisfaisantes.

La Chine soutient les autorités tchadiennes dans leurs efforts pour maintenir la stabilité nationale et promouvoir le processus de transition. Nous encourageons le pays à contribuer davantage à la lutte contre le terrorisme dans la région.

Les conditions de sécurité en République centrafricaine se sont améliorées. Les parties doivent continuer de mettre en oeuvre l'accord de paix et de maintenir la paix et la stabilité à long terme. De son côté, le Conseil de sécurité doit lever sans plus attendre l'embargo sur les armes imposé au pays.

Deuxièmement, nous devons aider les pays de la région à renforcer l'unité et la coopération. Boko Haram et l'Armée de résistance du Seigneur restent actifs, ce qui constitue une grave menace pour les situations politiques, économiques et humanitaires dans les pays de la région. En outre, l'Afrique centrale doit également faire face à d'autres problèmes, notamment la piraterie dans le golfe de Guinée, les changements climatiques et la sécurité alimentaire.

La Chine appuie le processus d'intégration régionale ainsi que la Communauté économique des États de l'Afrique centrale dans le renforcement de son mécanisme de sécurité collective et encourage les pays de la région à renforcer les relations de bon voisinage, l'unité et la coopération et à régler leurs différends par la concertation et le dialogue.

Les changements climatiques sont par essence une question de développement. La communauté internationale, en particulier les pays développés, doit apporter un appui financier et technique aux pays de la région pour les aider à renforcer leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques et d'atténuation de leurs effets.

Troisièmement, nous devons aider les pays de la région à accélérer le relèvement après la pandémie et à éliminer les causes profondes des conflits. À l'heure actuelle, le monde est entré dans une nouvelle phase où la lutte contre la pandémie et le relèvement après la pandémie requièrent une attention égale.

Les pays de la région, en particulier ceux qui sont touchés par un conflit, sont confrontés à de plus grandes répercussions à moyen et à long terme de la pandémie et à des difficultés d'accès aux vaccins, et, par conséquent, devront faire à un défi plus redoutable après la pandémie. Le Conseil de sécurité a tenu un débat public de haut niveau sur le thème « éliminer les causes profondes des conflits tout en favorisant le relèvement après la pandémie en Afrique » (S/2021/490) et a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2021/10). La communauté internationale doit, conformément au consensus atteint à cette réunion, renforcer son appui à la lutte contre la pandémie, au relèvement après la

pandémie, au commerce, aux investissements, à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, et veiller à ce que les ressources soient acheminées là où les besoins sont les plus urgents parmi les parties africaines, de manière à éliminer les causes profondes des conflits.

En collaboration avec des pays africains, la Chine a lancé l'Initiative pour l'environnement du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique, qui a été bien accueillie par de nombreux pays africains, dont ceux d'Afrique centrale, et a obtenu leur appui. Nous invitons davantage de pays et d'organisations internationales à s'associer à cette initiative afin de créer une synergie en appui au développement de l'Afrique.

La Chine félicite le Représentant spécial du Secrétaire général pour ses bons offices et sa médiation et continuera d'appuyer l'action qu'il mène. La Chine est, en principe, favorable au renouvellement du mandat du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), et participera de manière constructive aux consultations correspondantes. Nous espérons que le BRENUAC continuera d'appuyer les pays et les organisations de la région et de travailler en étroite concertation avec les organismes des Nations Unies, afin de jouer un rôle plus important dans la réalisation de la paix et de la stabilité régionales.

**M. Tirumurti** (Inde) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, François Fall, de son exposé sur les récents faits nouveaux concernant le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et sur l'évolution récente de la situation dans la région du bassin du lac Tchad. Nous apprécions vivement sa contribution.

Le rapport du Secrétaire général (S/2021/517) et les exposés présentés à la séance d'aujourd'hui ont détaillé les progrès réalisés par les pays de la région sur les fronts politique, humanitaire et de la sécurité. Mes observations d'aujourd'hui couvrent largement ces trois points.

La tenue d'élections en République centrafricaine, au Cameroun, au Tchad, au Gabon et en République du Congo illustre la tendance positive de l'enracinement de la démocratie dans la région. Nous sommes conscients des défis complexes auxquels les pays africains sont confrontés pour organiser des élections. Bien qu'il puisse y avoir des réserves dans certains milieux sur la façon dont les élections ont été menées, nous pensons que la

tenue d'élections dans les délais prévus est fondamentale pour la démocratie. L'Inde salue ces avancées positives et félicite les peuples et les dirigeants de ces pays pour avoir réaffirmé leur foi dans la démocratie et leur attachement à une paix et un développement durables.

En même temps, nous sommes conscients qu'il existe des forces hostiles à cette tendance positive et que la réconciliation et le dialogue national peuvent être nécessaires dans certains cas. Il faut garantir une légitimité politique et une inclusion accrues dans la gouvernance et la prise de décision. Nous gardons l'espoir que les acteurs politiques continueront de respecter les procédures régulières et que les décisions des organes et institutions constitutionnels seront honorées.

Nous prenons acte des attentes exprimées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine dans son communiqué du 20 mai sur l'évolution de la situation au Tchad. Nous espérons que la transition vers un régime démocratique sera achevée dans un délai de 18 mois et que le Conseil militaire de transition respectera les engagements pris. Nous saluons les efforts déployés par l'Union africaine pour appuyer le processus de transition au Tchad.

Le Conseil se penchera en détail sur la situation en République centrafricaine la semaine prochaine. Par conséquent, je me limiterai à souligner le besoin urgent d'une action concrète de la part de toutes les parties prenantes, notamment le Gouvernement, en vue de la mise en œuvre de l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en République centrafricaine. Les conditions de sécurité en République centrafricaine restent fragiles, comme le montrent les affrontements de la semaine dernière à un poste de contrôle près de la frontière tchadienne, au cours desquels neuf membres des forces de sécurité ont été tragiquement tués. Nous espérons que les deux parties œuvreront en faveur d'une désescalade. Les récents incidents, notamment la restriction à la liberté de circulation, les fouilles, les arrestations, les tentatives d'agression et l'intimidation du personnel de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali et du personnel des Nations Unies en République centrafricaine, sont très préoccupants. Ils ont mis en péril la sûreté et la sécurité des soldats de la paix. Par ailleurs, il importe de veiller au strict respect de l'accord sur le statut des forces.

La dégradation des conditions de sécurité, due à l'intensification des activités terroristes de Boko Haram au Cameroun et au Tchad, reste très préoccupante. Nous

condamnons fermement ces attaques et le meurtre de civils innocents par Boko Haram. Il est urgent de garantir une approche intégrée et plurinationale de la lutte contre la menace terroriste que représente Boko Haram. Les pays de la région doivent achever de toute urgence la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram et commencer à mettre en œuvre des plans d'action territoriaux. Inutile d'ajouter que les pays de la région doivent continuer de maintenir la pression sur l'Armée de résistance du Seigneur.

La piraterie dans le golfe de Guinée est un sujet de préoccupation. En 2020, le Bureau maritime international a observé une hausse de la piraterie et des vols à main armée, avec environ 95 % des enlèvements mondiaux signalés dans les eaux du golfe de Guinée, contre 90 % à la même période en 2019. Ces dernières années, les actes de piraterie dans le golfe de Guinée ont augmenté, touchant principalement les marins indiens. Il faut d'urgence renforcer la surveillance de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée, grâce à une collaboration internationale plus étroite.

Plusieurs pays de la région sont confrontés à une situation humanitaire difficile en raison des conflits en cours. Les répercussions économiques de la pandémie font également peser une charge supplémentaire sur les économies. Nous espérons que la communauté internationale continuera d'appuyer les efforts déployés par les pays pour améliorer la situation humanitaire.

Nous saluons le rôle positif et actif joué par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour relever les défis auxquels la région est confrontée. Nous nous félicitons également de l'adoption du plan stratégique commun BRENUAC-CEEAC pour 2021-2025 et attendons avec intérêt sa mise en œuvre.

L'Inde entretient d'excellentes relations bilatérales avec les pays d'Afrique centrale. Ces dernières années, l'Inde a ouvert des missions diplomatiques au Congo, en Guinée équatoriale, au Cameroun et à Sao Tomé-et-Principe, et elle le fera très prochainement au Tchad. L'Inde a étendu sa coopération pour le développement par l'intermédiaire de prêts concessionnels de 2 milliards de dollars pour des projets dans les domaines de l'agriculture, des transports, de l'électricité et de l'approvisionnement en eau. L'Inde a également apporté son aide aux pays d'Afrique centrale dans le cadre de l'Initiative de suspension du service de la dette du Groupe

des Vingt. Nous continuerons de coopérer étroitement avec l'Afrique centrale et d'appuyer fermement une paix et une prospérité durables dans la région.

**M. Abarry (Niger) :** J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir la Tunisie, le Kenya et le Niger, et Saint-Vincent-et-les Grenadines.

Nous remercions M. François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale, pour son exposé complet et fort instructif. Nous saluons le travail accompli par le Représentant spécial pour promouvoir la paix dans la région, par la médiation et la diplomatie préventive, et pour soutenir les processus électoraux, la résolution des conflits, la reconstruction post-conflit, la consolidation de la paix et le renforcement des capacités dans plusieurs domaines.

Nous saisissons cette occasion pour réitérer nos condoléances au peuple tchadien suite au décès du Président Idriss Deby Itno, de même qu'à la Force multinationale mixte du bassin du lac Tchad, ainsi qu'aux familles de tous les soldats victimes de Boko Haram.

Notre déclaration se concentrera sur les développements socioéconomiques et politiques et sur les situations sécuritaire et humanitaire.

Sur le plan socioéconomique, la région a été durement affectée, ces derniers mois, par les effets de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), comme cela été dit par le Représentant spécial, et les difficultés économiques qu'elle impose. À cet égard, nous saluons les efforts des États de la région, qui ont engagé d'importantes ressources pour arrêter la propagation du virus, à travers le lancement de campagnes de vaccination. Nous espérons que ces efforts ouvriront très rapidement la voie de la relance des activités socioéconomiques, desquelles dépend le sort des couches les plus vulnérables. Nous sommes à cet effet encouragés par les prévisions du Fonds monétaire international pour la croissance économique de la région. Cela est un signal fort de la résilience de l'Afrique qui, avec un soutien supplémentaire dans le cadre de l'initiative Building Back Better (reconstruire en mieux), peut espérer une reprise économique complète, car on ne saurait trop insister sur l'importance de l'emploi et de la croissance partagée pour la paix.

Sur la situation politique, nous saluons les efforts du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) dans la facilitation du dialogue, la coopération et les initiatives de renforcement de



la confiance, afin de relever les défis régionaux, mais également nationaux, comme au Cameroun, en République centrafricaine ou au Tchad.

En ce qui concerne ce dernier pays, dans la ligne du communiqué du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine du 14 mai 2021, nous encourageons les autorités de la transition à tout mettre en œuvre pour faire prévaloir un dialogue inclusif et pour respecter le calendrier de la transition, pour le retour à l'ordre constitutionnel, par l'installation d'un gouvernement démocratique issu d'élections libres, crédibles et apaisées.

Concernant le Cameroun, tout en saluant les efforts des autorités pour faire avancer le processus de décentralisation, conformément aux recommandations du Grand dialogue national, nous appelons les parties prenantes à privilégier le dialogue, seul moyen pour restaurer la paix dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du pays. À cet égard, nous déplorons la persistance de la violence dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, qui a provoqué le déplacement d'environ 4 200 personnes en raison des attaques perpétrées par les groupes armés séparatistes, avec l'usage d'engins explosifs improvisés, des attaques contre les écoles et les enseignants.

Nous sommes préoccupés par l'augmentation des attaques de Boko Haram dans le bassin du lac Tchad, ayant fait 145 victimes civiles au Cameroun et 199 au Tchad, entre le 1<sup>er</sup> décembre 2020 et le 30 avril 2021. Nous appelons à une réaction résolue contre ce groupe et soutenons la recommandation du Secrétaire général pour le renforcement de la coordination entre États et partenaires du bassin du lac Tchad, contre les menaces de Boko Haram, en s'attaquant à ses causes profondes et à ses impacts. Nous sommes d'avis que des actions conjointes du BRENUAC, du Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel et des entités de l'ONU, appuyées d'analyses, plaidoyers et programmes conjoints, restent la clef pour endiguer l'impact de Boko Haram dans la région.

L'aggravation des activités de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA), qui continuent de perpétrer des attaques contre les civils, en particulier les femmes et les enfants, et de s'engager dans des affrontements avec les forces militaires de certains pays, constitue également une autre source de grande préoccupation. Nous saluons à cet égard la décision de la Cour pénale internationale du 6 mai 2021, condamnant à 25 ans de prison un commandant de la LRA, qui s'est

rendu à la justice en 2015, pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre. Cette condamnation, la première contre un membre du groupe par la CPI, constitue une étape importante dans la quête de la justice pour les victimes et un tournant décisif pour la justice internationale, qui considère pour la première fois, le crime de grossesse forcée, et qui consacre la première condamnation pour mariage forcé. Nous soutenons à cet égard l'appel à la mobilisation internationale contre la LRA, dont la violence en Centrafrique et dans la région, perpétue son histoire d'atrocités dans de nombreux pays. Il est crucial d'accélérer la mise en œuvre du plan stratégique conjoint entre le BRENUAC et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) pour la période 2021-2025 pour la paix et la stabilité.

Toujours sur le plan sécuritaire, nous sommes également préoccupés par l'aggravation des actes d'atteinte à la sûreté maritime dans le golfe de Guinée, et saluons la tenue, le 4 mai 2021, de la réunion virtuelle du Conseil de paix et de sécurité de la CEEAC, en vue du renforcement des mécanismes de lutte contre l'insécurité maritime.

Les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines sont préoccupés par la détérioration de la situation humanitaire dans la région en raison de la persistance des conflits, des épidémies et des désastres naturels. Selon les chiffres des Nations Unies, plus de 4,4 millions de personnes sont dans le besoin d'assistance humanitaire au Cameroun, dont le plan de réponse humanitaire pour l'année en cours nécessite un financement à hauteur de 362 millions de dollars, dont seulement 18 % du montant ont été mobilisés à ce jour.

La situation est encore moins reluisante au Tchad, avec plus de 5,5 millions de personnes dans le besoin d'aide humanitaire d'urgence. Par ailleurs, le nombre de déplacés ne cesse d'augmenter de la Centrafrique vers la République du Congo, tandis que les épidémies de choléra, de rougeole et de poliomyélite, combinées aux effets du changement climatique, impactent grandement la région du bassin du lac Tchad, où on dénombre également plus de 1,2 million de personnes dans le besoin d'aide humanitaire d'urgence. L'éruption récente du volcan Nyiragongo en République démocratique du Congo ajoute à ce tableau déjà suffisamment sombre. Nous appelons, à cet égard, les Nations Unies, l'Union africaine, le BRENUAC, la CEEAC et tous les

partenaires internationaux à une remobilisation pour apporter le financement au plan de réponse humanitaire.

Nous sommes, par ailleurs, profondément préoccupés par les rapports faisant cas de la persistance de violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, y compris les violences sexuelles et sexistes, commises tant par les groupes armés que par les autres acteurs.

Malgré les difficultés que connaît la région, nous notons avec satisfaction le développement de la coopération régionale et des initiatives diplomatiques menées par ses dirigeants. Nous sommes encouragés par les efforts de normalisation des relations en cours entre le Gabon et la Guinée équatoriale pour le règlement pacifique et juridictionnel de leur différend frontalier, à travers le recours à la Cour internationale de Justice) de La Haye. Nous sommes tout aussi encouragés de voir le Burundi reprendre sa place dans la région et jouer un rôle positif dans les dynamiques régionales. Nous saluons les efforts déployés par l'Union africaine et le BRENUAC pour soutenir la coopération régionale, de même que nous appelons à soutenir la Commission de la CEEAC dans ses efforts de coordination avec la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs.

Nous apprécions le travail de la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies, pour son accompagnement des efforts régionaux en matière de coopération économique, de développement et de consolidation de la paix.

Pour conclure, les trois membres africains du Conseil et Saint-Vincent-et-les Grenadines se félicitent de l'engagement continu et des efforts inlassables menés par le Représentant spécial du Secrétaire général de concert avec les États et les partenaires de la région. C'est pourquoi ils soutiennent le renouvellement du mandat du BRENUAC pour trois ans à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2021, afin de lui permettre de poursuivre ses actions en faveur de l'intégration et de la lutte contre les fragilités persistantes dans cette région.

**M. Hunter** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je remercie moi aussi le Représentant spécial Fall de son exposé d'aujourd'hui et des efforts inlassables qu'il déploie dans toute la région en cette période tumultueuse.

Aujourd'hui, je vais m'appesantir sur la situation au Tchad, au Cameroun, en République centrafricaine et au Burundi.

Premièrement, les États-Unis tiennent à exprimer leur gratitude au Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine pour son travail au Tchad, au moment où le pays trouve une voie pour aller de l'avant à la suite du décès du Président Deby. Nous nous joignons à l'Union africaine et à nos partenaires internationaux pour appeler à une passation pacifique et rapide du pouvoir, conduite par des civils, à un gouvernement démocratiquement élu avant octobre 2022. Le peuple tchadien mérite un dialogue national sans exclusive, dans le cadre duquel tous les citoyens se réunissent pour décider de l'avenir de leur pays. Plus précisément, cela suppose de définir un plan concret ainsi qu'un calendrier pour les élections et la rédaction d'une nouvelle constitution nationale. Cela suppose de mettre en place des institutions fortes, telles qu'une assemblée nationale représentative, un système judiciaire indépendant et une commission électorale nationale indépendante réformée. Au Tchad, la démocratie est enfin à portée de main. Nous exhortons le peuple tchadien à saisir cette occasion.

Deuxièmement, les États-Unis restent préoccupés par la situation dans les régions anglophones du Cameroun. Nous condamnons toutes les personnes contribuant à la violence, tant parmi les forces de sécurité et que parmi les séparatistes armés. Nous appelons le Gouvernement et les groupes armés à mettre fin à la violence et à prendre part à un dialogue sans conditions préalables.

Je remercie à nouveau le Représentant spécial Fall de poursuivre ses échanges avec les acteurs clés, tant au Cameroun qu'à l'étranger, comme en mars de cette année. Chacun a un rôle à jouer pour appuyer le dialogue et la paix afin de mettre fin aux meurtres et aux violences insensés. Les États-Unis soutiennent pleinement le rôle joué par le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) pour promouvoir un dialogue politique sans exclusive au Cameroun. Nous soutenons également la médiation de la crise dans les régions anglophones conduite par la Suisse, sous l'égide de l'ONU. Cependant, nous sommes préoccupés par la viabilité du Plan présidentiel de reconstruction et de développement des régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest lancé par le Gouvernement camerounais, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement. Malheureusement, les conditions de sécurité actuelles sur le terrain ne sont pas propices à la mise en œuvre de ce type d'initiative.

Au-delà des frontières du Cameroun, nous pensons que la diaspora camerounaise dispose d'un outil

puissant : les voix de son peuple. Nous demandons donc à ses membres, ainsi qu'à toutes les personnes ayant une influence dans la région, d'utiliser leur voix pour promouvoir la paix et un réel changement, plutôt que des représailles violentes qui ne peuvent qu'entraîner davantage de souffrances. Il est temps de ramener les enfants à l'école en toute sécurité, de soutenir les travailleurs humanitaires et de mettre fin aux combats.

Nous restons également préoccupés par la situation en République centrafricaine, et nous nous félicitons du communiqué conjoint. Nous engageons le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) à user de ses bons offices pour favoriser un dialogue constructif, ouvert à tous et répondant au besoin d'amélioration de la gouvernance. Le BRENUAC a un rôle important à jouer pour inciter les pays voisins à contribuer activement à la réduction de la violence et à la sécurisation des frontières communes.

Nous sommes indignés par les informations selon lesquelles des instructeurs russes ont mené des offensives militaires caractérisées par des affrontements avec les soldats de la paix de l'ONU, des menaces contre le personnel de l'ONU, des violations du droit international humanitaire, des violences sexuelles étendues et des pillages généralisés, y compris d'organisations humanitaires. Ces violations doivent cesser immédiatement. Nous demandons instamment à tous les acteurs de la sécurité de coordonner leurs opérations avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine et de veiller à ce que leurs activités ne nuisent pas aux civils. En fait, tout acteur de la sécurité doit justifier la manière dont l'assistance qu'il prétend fournir contribue à la réforme du secteur de la sécurité.

Quatrièmement, les États-Unis se félicitent des progrès réalisés au Burundi, comme cela a été mentionné précédemment. Le Burundi a amélioré ses relations diplomatiques et économiques avec ses voisins et est revenu au sein des instances internationales. Nous prenons acte des premières améliorations en matière de respect de la liberté des médias, et nous recommandons la poursuite des progrès en matière de droits de l'homme, ce qui devrait, selon nous, se traduire par des avantages économiques et politiques importants pour le peuple burundais. Les États-Unis saluent les efforts déployés par le Gouvernement burundais, l'ONU, l'Union africaine et de nombreux acteurs régionaux et internationaux en soutien à ces changements, et nous

exhortons le Burundi à continuer d'avancer sur la voie d'une paix durable.

**M<sup>me</sup> Heimerback** (Norvège) (*parle en anglais*) : Je remercie à mon tour M. Fall, Représentant spécial du Secrétaire général, pour son dévouement et son exposé de ce matin.

Nous saluons la diplomatie préventive du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), notamment s'agissant des élections. Il est essentiel que le Bureau dispose de ressources suffisantes pour lui permettre de s'acquitter de son mandat. Trois pays d'Afrique centrale figurent en tête de la liste des crises liées aux déplacements les plus négligées dans le monde, établie récemment par le Conseil norvégien pour les réfugiés. Cela illustre les défis auxquels est confronté le BRENUAC.

Je voudrais aborder trois questions qui guideront notre approche du prochain renouvellement de mandat : la diplomatie de la paix, la sûreté maritime, et les changements climatiques et les ressources naturelles.

Tout d'abord, en ce qui concerne la diplomatie de la paix et la consolidation de la paix, nous savons que certaines des situations nationales relevant du BRENUAC ne figurent pas officiellement à l'ordre du jour du Conseil de sécurité. Cela ne doit cependant pas nous empêcher d'avoir des conversations sur la manière de prévenir les conflits, y compris par la coopération transfrontières. La violence armée persistante dans la région du lac Tchad continue d'accroître les souffrances humaines et les besoins humanitaires. Nous devons nous attaquer aux causes profondes de cette violence, notamment par un dialogue politique et des conversations avec les communautés concernées. Les efforts conjoints déployés par le BRENUAC, le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) et d'autres entités des Nations Unies dans la région constituent une avancée positive et doivent être renforcés.

La situation au Cameroun est préoccupante. Nous condamnons les attaques contre les écoles, les civils, le personnel de l'ONU et les acteurs humanitaires, ainsi que le nombre élevé des cas de violence sexuelle et fondée sur le genre. Nous demandons instamment au Gouvernement et aux groupes armés de respecter le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit des droits de l'homme. Nous engageons tous les acteurs, y compris ceux de la diaspora, à participer à un dialogue constructif, et nous

soutenons les efforts menés par la Suisse à cet égard. Au Tchad, nous saluons l'appel de l'Union africaine (UA) en faveur d'une transition inclusive aboutissant au rétablissement de l'ordre constitutionnel grâce à la tenue d'élections, conformément au calendrier de l'UA.

Le décès du Président Deby met également en évidence les liens transfrontaliers avec la Libye.

Les affrontements survenus la semaine dernière entre des soldats autour de la frontière entre le Tchad et la République centrafricaine constituent un autre motif d'inquiétude. Rappelant la récente réunion du Conseil de sécurité consacrée à la région des Grands Lacs (voir S/2021/351) et la réunion de la Commission de consolidation de la paix sur le Burundi, nous soulignons la nécessité de faire le point sur le Burundi, notamment dans les rapports du BRENUAC.

Deuxièmement, en ce qui concerne la sûreté maritime, nous nous félicitons de la coopération accrue entre le BRENUAC et l'UNOWAS dans le golfe de Guinée, conformément aux résolutions du Conseil de sécurité. Sur les 135 membres d'équipage enlevés dans le monde l'année dernière, 130 l'ont été dans le golfe de Guinée. Cette tendance inquiétante nuit à la sécurité et au développement dans la région, ainsi qu'à la navigation internationale. En nous appuyant sur les institutions et les initiatives régionales, nous devons également jeter un regard neuf sur ce que le Conseil peut faire pour aider la région.

Enfin, concernant les effets des changements climatiques et des ressources naturelles sur la sécurité, nous saluons le projet sur deux ans lancé par le BRENUAC afin de renforcer la base de connaissances concernant les liens entre les changements climatiques et la sécurité en Afrique centrale. Bien que nous attendions d'autres conclusions, le rapport (S/2021/517) fait déjà état de sécheresses et d'inondations graves, qui entraînent l'insécurité alimentaire, des déplacements forcés, une pénurie de ressources naturelles, des conflits fonciers et des conflits entre agriculteurs et éleveurs, les femmes et les filles étant souvent les plus touchées. Si l'on ajoute à cela les conflits liés aux rares ressources naturelles, notamment les minéraux, tout indique qu'il faut traiter les changements climatiques et les ressources naturelles comme une question de sécurité.

En conclusion, malgré les situations souvent complexes et interconnectées qui caractérisent la région, nous sommes encouragés par l'engagement croissant de la Communauté économique des États de l'Afrique

centrale (CEEAC). Nous pensons également qu'il existe un potentiel inexploité pour une coopération renforcée entre le BRENUAC et l'UA. Lorsque des acteurs comme la CEEAC, le BRENUAC et l'UA travaillent en étroite collaboration sur des questions clés, nous savons que des progrès sont possibles.

**M<sup>me</sup> Evstigneeva** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M. François Louncény Fall, Représentant spécial du Secrétaire général, du point qu'il nous a fait sur la situation dans la sous-région de l'Afrique centrale.

La Russie a toujours appuyé les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale en tant qu'instrument important de la diplomatie préventive. Nous sommes convaincus que les bons offices du Représentant spécial Fall sont extrêmement utiles. Dans ce contexte, nous appuyons la recommandation du Secrétaire général tendant à ce que le mandat de la mission soit prorogé de trois ans.

La situation en Afrique centrale reste très complexe et se caractérise par une augmentation du terrorisme et des tensions politiques, ainsi que par des conflits persistants. La maladie à coronavirus reste présente dans la région, ce qui a aggravé la situation socioéconomique déjà difficile des personnes qui y vivent.

Nous sommes particulièrement préoccupés par la fragilité et l'instabilité des conditions de sécurité au Tchad. Le 20 avril, le Président Deby a été tué. Nous pensons que cet événement tragique aura des conséquences profondes sur la paix et la stabilité dans la région et sur le continent dans son ensemble.

Cela étant, je pense qu'il est important de rappeler que c'est précisément l'intervention occidentale en Libye voisine en 2011 et le conflit sanglant qui s'en est suivi pendant de nombreuses années qui ont conduit à la situation tragique à laquelle la région est actuellement confrontée. Notre point de vue à ce sujet a été confirmé par l'issue du sommet extraordinaire des chefs d'État et de gouvernement de la Commission du bassin du lac Tchad, qui s'est tenu à Abuja le 25 mai sous la direction du Président du Nigéria, Muhammadu Buhari. Nous appuyons les efforts déployés par l'Union africaine pour normaliser la situation au Tchad, y compris la recommandation tendant à ce que qu'un dialogue national et un processus de réconciliation soient engagés, et que des élections démocratiques soient organisées dans les délais prévus.



L'une des caractéristiques de la région est la porosité de ses frontières, à travers lesquelles les marchandises et les civils pacifiques, mais aussi les insurgés et la contrebande, circulent librement. Ainsi, le 30 mai, à la frontière entre le Tchad et la République centrafricaine, suite à une provocation des insurgés de la Coalition des patriotes pour le changement, qui s'oppose au Gouvernement de Bangui, un affrontement a eu lieu entre des soldats de la République centrafricaine et du Tchad, entraînant des pertes en vies humaines.

À cet égard, nous invitons toutes les parties à faire preuve de la plus grande retenue et à résoudre pacifiquement les problèmes qui se posent. Nous notons que les autorités de la République centrafricaine sont prêtes à assurer la sécurité de leurs frontières en collaboration avec N'Djamena. Pour éviter tout malentendu à l'avenir, le Tchad et la République centrafricaine doivent créer une commission mixte et procéder à la démarcation de leur frontière. Nous savons que ce type d'initiative a été proposé par Bangui, et nous espérons que N'Djamena l'acceptera.

Malheureusement, force est de constater que la zone d'activité des groupes terroristes en Afrique centrale ne cesse de s'étendre. Boko Haram et la « Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique » sont les principales sources d'instabilité au Cameroun, au Nigéria, au Niger et au Tchad. Les djihadistes ont également l'intention de consolider leur position en République centrafricaine. Nous sommes convaincus que la propagande djihadiste incontrôlée conduit à la radicalisation des populations locales et affaiblit les autorités centrales dans les zones périphériques de certains pays. En outre, les problèmes socioéconomiques et l'accès facile aux armes à feu rendent très réaliste la perspective de l'établissement d'un califat 2.0 en Afrique.

Par conséquent, nous jugeons très important que les pays intensifient leurs efforts pour détecter et endiguer rapidement les canaux par lesquels les terroristes s'approvisionnent en ressources idéologiques, financières et humaines. Par ailleurs, nous estimons qu'une utilisation plus active des instruments des organes subsidiaires spécialisés du Conseil de sécurité, en premier lieu, le Comité contre le terrorisme et le Comité du Conseil de sécurité faisant suite aux résolutions 1267 (1999), 1989 (2011) et 2253 (2015) concernant l'État islamique d'Iraq et du Levant (Daech), Al-Qaida et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, contribuera à prévenir et à contrer efficacement

la menace terroriste sur le continent africain, y compris celle que représente Boko Haram.

Nous sommes vivement préoccupés au sujet de la sécurité de la navigation maritime dans le golfe de Guinée. Il existe de nombreux cas de piraterie maritime contre des navires commerciaux, d'enlèvement de membres d'équipage par des pirates et de demandes de rançon. Nous prenons note de l'action menée par le Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime, qui est supervisé par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime. En 2020, la Fédération de Russie a décidé d'allouer une contribution spéciale au fonds pour ce programme. Ces ressources sont utilisées pour apporter une assistance technique aux services de garde-côtes des États côtiers du golfe de Guinée. Nous avons l'intention de continuer à fournir une aide financière à nos partenaires régionaux par le truchement de l'ONU. Nous estimons également qu'il serait bon de recourir davantage aux mécanismes des Nations Unies afin de lutter contre la piraterie et la criminalité maritime. Selon nous, l'expérience positive du Groupe de contact sur la lutte contre la piraterie au large des côtes somaliennes pourrait être utilisée pour régler les problèmes similaires rencontrés dans le golfe de Guinée.

Malheureusement, je ne saurais conclure sans réagir à la déclaration faite par mon collègue des États-Unis. Il n'y a rien de fondamentalement nouveau ou inattendu dans sa déclaration. La délégation des États-Unis continue plutôt de porter les mêmes accusations infondées contre nous. En outre, nous faisons référence à la campagne qui a été lancée dans les médias. Nous considérons qu'il s'agit simplement d'une action coordonnée visant à ternir la réputation de la Russie et, plus particulièrement, à compromettre les efforts que nous déployons pour stabiliser la situation en République centrafricaine, lesquels se sont avérés efficaces, notamment par rapport à d'autres opérations d'assistance bilatérale.

Nous estimons que l'enquête sur les éventuels cas de violations du droit international humanitaire doit être menée par les autorités compétentes de la République centrafricaine, une fois que des preuves convaincantes leur auront été transmises et qu'elles auront été informées des faits survenus. Voilà ce qu'il faut faire, plutôt que de lancer des accusations sans fondement et de mener des campagnes médiatiques manquant d'objectivité.

De surcroît, nous jugeons inacceptable de faire du chantage à des pays, comme la République centrafricaine,

qui se trouvent dans des situations très difficiles, en les menaçant de suspension de l'aide bilatérale, y compris l'aide financière. Il est inadmissible de faire du chantage à ces pays au motif que leur comportement est prétendument inapproprié ou qu'ils coopèrent avec les mauvais partenaires. Cette tactique est largement utilisée par nos collègues, qui, dans leurs interventions, prétendent se soucier du bien-être des gens ordinaires.

S'agissant de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, nous poursuivrons notre coordination et notre coopération avec elle, à New York comme sur le terrain.

**M<sup>me</sup> Gasri** (France) : Je remercie à mon tour le Représentant spécial, François Fall, pour son exposé toujours très substantiel.

Je voudrais revenir sur trois points. Tout d'abord, je voudrais souligner l'importance de la coopération régionale pour la stabilité de l'Afrique centrale. Nous saluons la coopération de l'ONU avec la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) en soutien à la stabilité régionale, à la prévention des crises et à la consolidation de la paix dans la région. Alors que les attaques de l'Armée de résistance du Seigneur persistent en République démocratique du Congo et en République centrafricaine et que les actions terroristes de Boko Haram se multiplient autour du bassin du lac Tchad, la coordination régionale est essentielle pour répondre aux menaces transnationales et protéger les populations.

La mobilisation régionale en faveur du respect des droits de l'homme, du droit international humanitaire et de l'état de droit, de la promotion de processus électoraux inclusifs et de la protection des libertés fondamentales est également essentielle. Dans le cadre de la transition politique au Tchad, la CEEAC s'est mobilisée en déployant rapidement une mission d'accompagnement en lien avec l'Union africaine. Nous nous en félicitons.

La nomination d'un gouvernement civil inclusif est une étape positive qui doit mener à une transition politique reposant sur le dialogue avec l'ensemble des acteurs politiques et de la société civile. L'objectif doit être le retour rapide à des institutions démocratiquement élues.

Nous nous félicitons également de la mobilisation de la CEEAC et de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs, en lien avec l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU, en faveur de

la stabilisation de la République centrafricaine et d'un dialogue politique qui soit réellement inclusif. Nous comptons sur les autorités centrafricaines pour remplir rapidement leurs engagements.

Les menaces et attaques contre les personnels des Nations Unies, ainsi que les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire, sont inacceptables. Les événements du 30 mai sont graves. Nous aurons l'occasion de revenir sur ce point lors des consultations.

Au Cameroun, la France poursuit ses échanges avec les autorités camerounaises, afin de soutenir la voie du dialogue pour trouver une solution politique à la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Nous saluons par ailleurs la contribution du Cameroun à la stabilité régionale, comme l'illustre l'action des contingents camerounais au sein de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine. Nous soutenons également le Cameroun dans sa lutte contre Boko Haram dans le bassin du lac Tchad.

Deuxièmement, le sort des populations civiles doit être au centre de notre attention. Les besoins humanitaires se sont accrus, notamment en ce qui concerne l'insécurité alimentaire. L'instabilité aggrave la situation des personnes déplacées et des réfugiés, notamment des femmes. Les attaques contre les personnels humanitaires et médicaux, ainsi que les enseignants et les écoles, comme cela a été le cas au Cameroun récemment, sont inacceptables. Ce sont des crimes qui ne doivent pas rester impunis.

Troisièmement, et ce sera mon dernier point, le soutien des partenaires internationaux reste indispensable pour aider l'Afrique centrale à surmonter la crise sanitaire et à poursuivre son développement. Dans le cadre du Dispositif pour accélérer l'accès aux outils de lutte contre la COVID-19 (Accélérateur ACT), le Mécanisme COVAX pour un accès mondial aux vaccins, financé pour plus de 2,4 milliards d'euros par l'Union européenne et ses États membres, a déjà permis de distribuer près de 20 millions de doses de vaccin dans 43 États africains, y compris en Afrique centrale.

Les partenaires internationaux doivent aussi rester engagés pour atténuer les conséquences socioéconomiques de la pandémie en Afrique centrale. C'était l'objectif du Sommet sur le financement des économies africaines qui s'est tenu à Paris le mois dernier. Il a permis de décider de mesures concrètes

pour briser le cercle du surendettement et pour soutenir une reprise économique de qualité.

Enfin, nous réaffirmons le rôle important de la Commission de consolidation de la paix et saluons son action en lien avec les pays de la région, notamment avec le Burundi.

Le rôle du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) est indispensable pour prévenir les conflits et consolider la paix. Les synergies entre les bureaux régionaux des Nations Unies, les représentants et envoyés spéciaux du Secrétaire général doivent se développer davantage. Nous saluons l'action du Représentant spécial Fall sur ce sujet et nous soutenons le renouvellement du mandat du BRENUAC pour les trois prochaines années, comme les trois membres africains du Conseil de sécurité et Saint-Vincent-et-les Grenadines l'ont indiqué tout à l'heure.

**M. Pham** (Viet Nam) (*parle en anglais*) : Je remercie le Représentant spécial du Secrétaire général pour l'Afrique centrale et Chef du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC), François Louncény Fall, de son exposé circonstancié.

Nous partageons ses préoccupations quant aux défis de sécurité et socioéconomiques auxquels les pays et les populations de la région ont continué d'être confrontés au cours de la période considérée et qui, malheureusement, sont également aggravés par les conséquences de la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19).

Ma délégation est troublée par les violences qui continuent d'être perpétrées par des groupes armés et des terroristes dans certaines parties de la région, notamment dans les régions de l'Extrême-Nord, du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, zones où sévissent Boko Haram et l'Armée de résistance du Seigneur. La situation de la sécurité maritime dans le golfe de Guinée reste inquiétante.

Nous condamnons fermement la poursuite des violences contre les civils, les infrastructures civiles ainsi que le personnel des Nations Unies et des organisations humanitaires dans plusieurs parties de la région.

La situation d'insécurité continue d'avoir des conséquences néfastes sur la stabilité et le développement de la région. La violence, les épidémies, les inondations et les changements climatiques posent également de

graves défis à la situation humanitaire de millions de personnes, en particulier les femmes et les enfants.

Pour relever ces défis, nous voudrions, premièrement, souligner l'importance de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité dans la région. Cela doit se faire de manière pragmatique et globale en appuyant les initiatives diplomatiques et politiques en cours, en intensifiant les efforts de réconciliation aux niveaux national et régional, en contrant les menaces posées par les groupes armés et les terroristes, en renforçant la gouvernance des ressources naturelles et en offrant aux pays des possibilités de développement équitables.

Deuxièmement, la coopération régionale et sous-régionale contribue de manière appréciable à la paix, à la stabilité et au développement. Nous nous félicitons vivement des efforts déployés par les pays de la région en réponse à la pandémie, ainsi que de l'engagement continu de ces pays à aborder les questions de paix et de sécurité. Nous saluons notamment les initiatives prises par la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs pour aider la République centrafricaine. Nous appuyons les efforts de coopération entre la République centrafricaine et le Tchad pour régler le récent incident de sécurité à la frontière.

Le rôle des organisations régionales et sous-régionales, ainsi que de l'ONU, pourrait beaucoup contribuer aux efforts en faveur de la paix et de la prospérité dans la région. C'est pourquoi nous nous félicitons vivement du plan stratégique commun de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale et du BRENUAC pour la période de 2021 à 2025.

Troisièmement, les efforts des pays d'Afrique centrale doivent toujours être couplés à un soutien international. Ma délégation appelle les partenaires internationaux et les entités compétentes des Nations Unies à fournir aux pays de la région une assistance technique et financière sur le long terme. Compte tenu du lourd tribut que la pandémie a fait payer à la région, il est important de fournir les ressources nécessaires pour répondre aux besoins humanitaires d'urgence et de garantir à tous les habitants de la région un accès équitable aux vaccins contre la COVID-19.

Pour terminer, je tiens à réaffirmer notre appui total au travail du BRENUAC, du Représentant spécial du Secrétaire général Fall et des autres entités des Nations Unies dans la région, surtout en cette période difficile. Le Viet Nam continuera à plaider

fermement en faveur de la paix, de la stabilité, de la prospérité et du développement pour les populations de l'Afrique centrale.

**M<sup>me</sup> Buenrostro Massieu** (Mexique) (*parle en espagnol*) : Je remercie M. Fall de son exposé sur les activités du Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) et la situation en Afrique centrale.

Dans un contexte marqué par des défis divers et complexes pour la paix et la sécurité en Afrique centrale, le Mexique estime qu'il est prioritaire que le BRENUAC continue à exercer ses bons offices pour contribuer au règlement pacifique des conflits. La diplomatie préventive est particulièrement nécessaire pour faire face à la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, où la population civile est la principale victime de la violence. Comme ailleurs dans la région, notamment au Tchad et en République centrafricaine, il est indispensable de mener au Cameroun un dialogue politique inclusif qui permette d'identifier les attentes légitimes de la population locale et d'y répondre, mais aussi d'isoler les éléments extrémistes qui profitent des conditions de marginalisation de certaines communautés pour faire avancer leur programme.

L'un des problèmes les plus graves en matière de sécurité auquel se heurte la région n'est autre que les activités des groupes extrémistes, tels que Boko Haram, dans la région du lac Tchad et au Cameroun, ainsi que l'Armée de résistance du Seigneur (LRA) en République centrafricaine et en République démocratique du Congo. Ces organisations restent un défi pour les institutions de l'État, une menace permanente pour la population civile et une source d'instabilité pour la région.

C'est pourquoi mon pays, le Mexique, souligne l'importance de mettre en œuvre la Stratégie régionale en faveur de la stabilisation, du redressement et de la résilience des zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram en parachevant et mettant en œuvre les plans d'action territoriaux.

Par ailleurs, nous saluons la récente condamnation par la Cour pénale internationale (CPI) de Dominic Ongwen pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, qui constitue une avancée importante pour que justice soit rendue aux victimes de la LRA. Nous appelons tous les pays de la région à continuer de coopérer avec la CPI dans les affaires relevant de sa compétence.

Compte tenu des problèmes de sécurité auxquels la région est confrontée, le Mexique condamne énergiquement les attaques perpétrées contre le personnel humanitaire et les écoles dont il est fait état dans le rapport du Secrétaire général (S/2021/517). Le travail des équipes humanitaires est essentiel et requiert le plein soutien des autorités nationales, notamment face à l'augmentation des cas de déplacements forcés, aux conséquences des phénomènes naturels extrêmes et à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). À cet égard, nous réaffirmons l'importance de respecter et de faire respecter les règles du droit international humanitaire.

En termes de coordination interinstitutions, je tiens à saluer le travail réalisé par le BRENUAC avec d'autres organisations régionales, notamment l'Union africaine et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Je me félicite en particulier de la plus grande implication de cette dernière organisation dans les questions liées à la paix et la sécurité, grâce à sa réforme institutionnelle. L'action conjointe menée par le BRENUAC et la CEEAC en faveur de la médiation et de la diplomatie préventive lors des récentes élections dans les pays de la région illustre le potentiel que présente la coordination des actions des deux organisations.

Par ailleurs, nous savons que les conflits dans cette zone sont exacerbés par l'activité des réseaux transnationaux de trafic d'armes et de ressources naturelles, comme l'illustre le cas de la République centrafricaine. Ces activités sont une source de financement pour les groupes armés et contribuent à perpétuer le cycle de violence. Nous pensons donc que le BRENUAC a un rôle clef à jouer, en coordination avec la CEEAC, pour articuler les réponses régionales à ces défis.

Pour terminer, en sa qualité de Coprésident du Groupe informel d'experts chargé de la question des femmes et de la paix et de la sécurité, le Mexique se félicite de l'appui que fournit le BRENUAC au Tchad, à la Guinée équatoriale et à Sao Tomé-et-Principe pour l'élaboration de leurs plans d'action nationaux, conformément aux dispositions de la résolution 1325 (2000).

**M. Gallagher** (Irlande) (*parle en anglais*) : Comme les autres orateurs avant moi, je tiens, pour commencer, à remercier le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Fall, de son exposé et de l'action pertinente et nécessaire dont s'acquitte le Bureau



régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale dans la région (BRENUAC).

Je concentrerai mes commentaires aujourd'hui sur plusieurs sources de préoccupation concernant des pays spécifiques, ainsi que sur quelques-unes des considérations thématiques abordées par le Représentant spécial.

J'exprime une nouvelle fois nos condoléances au peuple tchadien à l'occasion du décès du Président Deby. Nous exhortons toutes les parties prenantes au Tchad à travailler de concert pour assurer une transition rapide, pacifique et inclusive, qui soit respectueuse des droits humains et des libertés fondamentales et favorable à un retour à l'ordre constitutionnel et au régime civil, via des élections libres et régulières dans les 18 mois. Nous saluons la nomination de M. Ibrahima Fall en tant que Haut-Représentant de l'Union africaine pour la transition au Tchad.

Nous jugeons très préoccupante la détérioration de la situation en République centrafricaine. La récente visite de travail effectuée par l'Union africaine, l'Union européenne, l'ONU et la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) en République centrafricaine illustre l'engagement régional et international à appuyer le peuple et le Gouvernement. Nous exhortons les autorités centrafricaines à entamer un dialogue constructif avec les organisations régionales et les États voisins, qui ont un rôle crucial à jouer. En outre, nous appelons les autorités centrafricaines et tous les acteurs sur le terrain à se coordonner et à collaborer sans réserve avec la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine, à lever les obstacles qui gênent l'action de la Mission et à enquêter sur les entraves rencontrées. La sûreté et la sécurité des soldats de la paix et du personnel des Nations Unies n'ont rien de facultatif ; elles sont une nécessité.

La poursuite et l'escalade de la violence en République centrafricaine et au Cameroun sont profondément préoccupantes. Les attaques contre les civils et les atteintes à leurs droits doivent cesser, et les responsables doivent en répondre. Les violations qui auraient été perpétrées par les forces gouvernementales sont particulièrement perturbantes. Les gouvernements sont responsables au premier chef de la protection de leurs citoyens. Le contrat social fondamental entre l'État et le citoyen, qui est vital pour garantir la paix, exige que les institutions de l'État et leurs actions suscitent la confiance.

La situation humanitaire au Cameroun est catastrophique et, comme on l'a entendu, elle est exacerbée par les attaques contre les installations humanitaires. Les violences contre les civils, les écoles et le personnel humanitaire sont inacceptables, et l'attaque contre un convoi des Nations Unies qu'évoque le Secrétaire général dans son rapport (S/2021/517) est profondément préoccupante. Nous appelons tous les groupes à faciliter l'accès humanitaire, et exhortons toutes les parties à poursuivre un dialogue politique sans exclusive pour sortir de la crise dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Je profite en outre de cette occasion pour saluer le Cameroun qui accueille un nombre important de réfugiés originaires de la région.

Les parties à un conflit doivent s'acquitter des obligations que leur impose le droit international, notamment le droit international humanitaire et le droit international des droits de l'homme. La condamnation, le mois dernier, par la Cour pénale internationale (CPI), du commandant de l'Armée de résistance du Seigneur, Dominic Ongwen, revêt une grande importance et montre que ceux qui commettent des crimes contre l'humanité ou des crimes de guerre devront répondre de leurs actes. Nous saluons les efforts déployés par la CPI pour que les auteurs de violations en répondent, car la lutte contre l'impunité est impérative pour prévenir de nouvelles violations.

Comme l'a dit l'Ambassadeur du Niger et nos collègues des trois États africains membres du Conseil de sécurité – le Kenya, le Niger et la Tunisie –, ainsi que Saint-Vincent-et-les Grenadines, le fait que la Cour, dans son verdict et sa condamnation, ait évoqué pour la première fois les crimes de grossesse et de mariage forcés nous semble important. Nous devons exiger que les crimes de violence sexuelle liée aux conflits fassent l'objet de poursuites, au même titre que les autres crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

Nous nous félicitons que les liens entre les changements climatiques et la paix et la sécurité aient été abordés aussi directement dans le rapport du Secrétaire général. Au Sahel, et plus particulièrement dans les pays riverains du lac Tchad, nous voyons comment, en se conjuguant, conflit et climat limitent l'accès aux ressources naturelles. Les chocs multiples et récurrents provoqués par les sécheresses et les inondations sapent la résilience et les moyens de subsistance des communautés, créant des conditions que les groupes armés exploitent. L'Irlande entend continuer d'œuvrer au sein du Conseil de sécurité pour que les risques de

sécurité liés au climat, qui sont voués à devenir plus pressants encore dans les années qui viennent, soient reconnus et combattus.

L'action menée par le BRENUAC pour appuyer l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux pour les femmes et la paix et la sécurité doit également être saluée. Comme l'a fait remarquer l'Irlande lors de la réunion organisée la semaine dernière selon la formule Arria sur les femmes et la paix et la sécurité au Sahel, c'est en Afrique que le programme pour les femmes et la paix et la sécurité trouve toute sa résonance.

Enfin, la cohérence et la coopération régionales sont cruciales pour permettre à la région de se relever vigoureusement et durablement de la maladie à coronavirus (COVID-19), mais aussi pour renforcer les systèmes de gouvernance nationaux et régionaux, protéger les droits humains et relever les défis de la sécurité transnationale. La coopération entre le BRENUAC et la CEEAC est indispensable, et le plan stratégique commun pour 2021-2025 est susceptible, dans les années à venir, de jouer un rôle important en servant de cadre aux progrès.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentant de l'Estonie.

Je tiens, en premier lieu, à remercier le Représentant spécial, M. Fall, de l'exposé éclairant qu'il a présenté aujourd'hui, et à remercier le Bureau régional des Nations Unies pour l'Afrique centrale (BRENUAC) du travail dont il s'acquitte dans toute la région de l'Afrique centrale.

Les pays de l'Afrique centrale sont toujours confrontés à d'importants problèmes politiques, économiques et de sécurité, lesquels continuent d'être exacerbés par la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19). Il est regrettable de constater que ces difficultés se sont aggravées dans les six derniers mois. La flambée de violence en République centrafricaine est extrêmement inquiétante. L'augmentation du nombre de violations des droits humains dans le contexte du conflit, plus particulièrement celles perpétrées par les forces gouvernementales et leurs partenaires, est particulièrement préoccupante. L'Estonie condamne avec force les menaces visant le personnel des Nations Unies, ainsi que tout ce qui risque d'entraver l'exécution du mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée

des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine ou l'accès humanitaire dans le pays.

Au Cameroun, la violence, les violations des droits humains et les atteintes à ces droits se poursuivent. Le fait que des écoles et des élèves aient été attaqués et que des travailleurs humanitaires aient été pris pour cible est particulièrement tragique. L'Estonie condamne ces attaques dans les termes les plus énergiques. Rien ne justifie de prendre des civils pour cible ou de tirer sur des agents en train de fournir une aide humanitaire. Les responsabilités de ces violations et atteintes doivent être établies afin d'éviter que ne s'installe une culture de l'impunité, qui ne ferait qu'engendrer davantage de violence. Nous nous félicitons des mesures prises pour faire progresser le dialogue politique, qui est la seule voie susceptible de mener à un règlement pacifique et durable du conflit. Le rôle que joue le BRENUAC s'agissant d'appuyer la médiation et la dynamique politique en faveur de la réconciliation au Cameroun est particulièrement bienvenu.

Nous jugeons encourageante la coopération régionale active que nous observons pour relever ces défis, et nous décelons un immense intérêt dans toutes les initiatives régionales qui contribuent à faire taire les armes, à promouvoir les droits civils et à garantir l'ordre constitutionnel. Sur ce dernier point, nous continuons de suivre de près le retour à une gouvernance démocratique dirigée par des civils au Tchad. La coopération entre voisins est indispensable pour maintenir la paix et la sécurité régionales, garantir des frontières sûres et sécurisées et atténuer les effets de la pandémie.

Je terminerai en rappelant que la situation complexe et fragile en Afrique centrale continue d'être influencée par les effets néfastes et destructeurs des changements climatiques. On ne peut nier que ces changements ont, et continueront d'avoir, une incidence sur la paix et la sécurité internationales, or cette menace continuera de s'aggraver si aucune mesure ciblée n'est prise pour la combattre. Nous félicitons le BRENUAC d'avoir abordé cette question dans le rapport (S/2021/517).

Je reprends à présent mes fonctions de Président du Conseil.

Il n'y a pas d'autre orateur inscrit sur ma liste. Je vais maintenant lever la séance afin que le Conseil puisse poursuivre l'examen de la question dans le cadre de consultations à huis clos.

*La séance est levée à 11 h 30.*